



## PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE

Pôle Administratif des Installations Classées

Annecy, le 24 mars 2015

Réf. : PAIC/MA

LE PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE,

### **Arrêté n° 2015083-0008**

de renouvellement de l'agrément de la S.A. GRANULATEX pour effectuer le ramassage des pneumatiques usagés sur le territoire du département de la Savoie.

**VU** le code de l'environnement,

**VU** les articles L. 131-3 à L. 131-7 et R. 131-1 à R. 131-26 du code de l'environnement relatifs à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie,

**VU** les articles R. 541-49 à R. 541-61 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs au transport par route et au courtage de déchets,

**VU** les articles R. 543-137 à R. 543-152 du code de l'environnement relatifs à l'élimination des pneumatiques usagés et notamment l'article R. 543-145,

**VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements,

**VU** le décret du 12 juillet 2012 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

**VU** l'arrêté ministériel modifié du 8 décembre 2003 relatif à la collecte des pneumatiques usagés,

**VU** l'arrêté préfectoral DDPP n° 2010.110 du 29 avril 2010 portant renouvellement de l'agrément de la S.A. GRANULATEX pour effectuer le ramassage des pneumatiques usagés sur le territoire du département de la Savoie.

**VU** la demande de renouvellement de l'agrément pour le ramassage des pneumatiques usagés sur le territoire de la Savoie adressé le 29 janvier 2015 par la S.A.R.L. GRANULATEX dont le siège social est établi en Z.A. Les Bougeries sur le territoire de la commune de PERRIGNIER,

**VU** l'avis favorable émis le 16 février 2015 par madame le chef de l'unité territoriale des deux Savoie de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (D.R.E.A.L.) Rhône-Alpes,

**VU** l'avis favorable émis le 19 février 2015 par monsieur le directeur régional de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (A.D.E.M.E.),

**VU** la saisine de monsieur le préfet de la Savoie par courrier du 20 février 2015 conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté ministériel précité du 8 décembre 2003,

**CONSIDERANT** que le dossier présenté par la S.A.R.L. GRANULATEX à l'appui de sa demande de renouvellement comporte l'ensemble des pièces mentionnées à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 8 décembre 2003,

**CONSIDERANT** que les avis émis par monsieur le directeur régional Rhône-Alpes de l'A.D.E.M.E. et par madame le chef de l'unité territoriale des deux Savoie de la D.R.E.A.L. Rhône-Alpes sont favorables,

**CONSIDERANT** l'absence de réponse de monsieur le préfet de Savoie dans le délai réglementaire de 20 jours à compter de la réception du courrier de saisine susvisé,

**CONSIDERANT** que l'article R. 543-145 du code de l'environnement prévoit que l'agrément pour la collecte des pneumatiques est accordé « pour une durée maximale de cinq ans »,

**CONSIDERANT** qu'il convient de renouveler l'agrément dont bénéficie la S.A.R.L. GRANULATEX,

**SUR** la proposition de monsieur le secrétaire général de la Haute-Savoie,

## **ARRETE**

Article 1 : L'agrément de la S.A.R.L. GRANULATEX, dont le siège social est établi en Z.A. Les Bougeries à PERRIGNIER, pour effectuer le ramassage des pneumatiques usagés sur le territoire de la Savoie est renouvelé pour une durée de 5 ans à compter du 1<sup>er</sup> mai 2015 soit jusqu'au 30 avril 2020,

Le bénéficiaire de l'agrément peut recourir aux services d'autres personnes liées par lui par contrat et agissant sous son contrôle et sa responsabilité.

Article 2 : La S.A.R.L. GRANULATEX doit respecter les obligations mentionnées dans le cahier des charges joint en annexe 1 de l'arrêté ministériel du 8 décembre 2003 et annexé au présent arrêté sous peine de suspension ou de retrait de l'agrément selon les modalités prévues aux articles 8 et 9 de ce même arrêté ministériel.

Article 3 : La S.A.R.L. GRANULATEX doit aviser dans les meilleurs délais le préfet de la Haute-Savoie des modifications notables apportées aux éléments de son dossier de renouvellement d'agrément.

Elle transmet notamment au préfet les nouveaux contrats et avenants aux contrats la liant aux producteurs de pneumatiques ou aux organismes créés conformément aux dispositions de l'article 12 du décret du 24 décembre 2002 ou à des tiers pour l'exécution des opérations de collecte ou aux exploitants d'installations dans lesquelles sont triés et regroupés les pneumatiques après ramassage.

Article 4 : Le présent agrément ne se substitue pas aux autorisations administratives dont la S.A.R.L. GRANULATEX doit être pourvue dans le cadre des réglementations existantes. Le titulaire de l'agrément reste pleinement responsable de son exploitation dans les conditions définies par les lois et règlements en vigueur.

Article 5 : Le présent arrêté est notifié à la S.A.R.L. GRANULATEX et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Haute-Savoie.

Article 6 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de 2 mois à compter de sa notification en ce qui concerne l'exploitant et à compter de la dernière mesure de publicité en ce qui concerne les tiers.

Article 5 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Savoie et madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Rhône-Alpes sont chargés, chacun pour ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

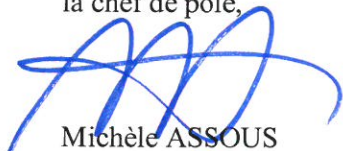
- monsieur le gérant de la S.A.RL GRANULATEX,
- monsieur le préfet de la Savoie,
- monsieur le délégué régional Rhône-Alpes de l'A.D.E.M.E.,
- madame et messieurs les sous-préfets des arrondissements de SAINT-JULIEN-EN-GENEVOIS, BONNEVILLE et THONON-LES-BAINS.

Pour le Préfet et par délégation,  
le secrétaire général,

SIGNE

Christophe NOEL du PAYRAT

Pour ampliation,  
Pour le Préfet,  
la chef de pôle,



Michèle ASSOUS



## CAHIER DES CHARGES RAMASSAGE DES PNEUMATIQUES

### Article ANNEXE I

#### Article 1er

Le collecteur ramasse dans chaque département où il est agréé tout lot de pneumatiques que les distributeurs ou détenteurs, définis à l'article 2 du décret du 24 décembre 2002 susvisé, tiennent à sa disposition.

Les modalités de ramassage, notamment la taille minimale et la taille maximale des lots à ramasser et le délai d'enlèvement correspondant, sont fixés par les producteurs de pneumatiques, définis à l'article 2 du décret du 24 décembre 2002 susvisé, ou par les organismes créés conformément aux dispositions de l'article 12 de ce décret.

#### Article 2

Le collecteur ramasse sans frais les pneumatiques des distributeurs et détenteurs, conformément aux dispositions de l'article 7 du décret du 24 décembre 2002 susvisé et dans les conditions prévues à l'article 16 de ce décret.

Cette prestation de ramassage sans frais ne couvre ni la mise à disposition de capacités d'entreposage des pneumatiques pour les distributeurs et détenteurs ni les opérations nécessaires au maintien de la qualité de ces pneumatiques.

#### Article 3

Le collecteur ne remet ses pneumatiques qu'aux personnes qui exploitent des installations de tri et de regroupement agréées en application du présent arrêté, qui exploitent des installations agréées en application de l'article 10 du décret du 24 décembre 2002 susvisé, qui effectuent le réemploi des pneumatiques, qui les utilisent pour des travaux publics, des travaux de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage ou qui exploitent toute autre installation d'élimination autorisée à cet effet dans un autre Etat membre de la Communauté européenne.

#### Article 4

Conformément aux dispositions de l'article 9 du décret du 24 décembre 2002 susvisé, le collecteur communique à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, au plus tard le 31 mars de l'année en cours pour l'année civile précédente, les informations sur les tonnages ramassés et remis aux personnes mentionnées à l'article 3 de la présente annexe, en indiquant leur identité, leur adresse, la date de cession et, le cas échéant, leur numéro d'agrément.

